

Cm

FRC

1750

CAHIER
DE L'ORDRE DE LA NOBLESSE
DES BAILLIAGES
DE CHAUMONT ET MAGNY
EN VEXIN-FRANÇAIS.

M+W 3322



C A H I E R
DES POUVOIRS ET INSTRUCTIONS
DONNÉS PAR L'ASSEMBLÉE
DE L'ORDRE DE LA NOBLESSE
DES BAILLIAGES
DE CHAUMONT ET MAGNY,
EN VEXIN-FRANÇAIS,

*A M. le Moyne de Bellisle, son Député
aux Etats généraux, M. le comte de
Clery-Serans, son suppléant.*

I 7 8 9.

11 11 11 11 11

11 11 11 11 11

11 11 11 11 11

11 11 11 11 11

11 11 11 11 11

11 11 11 11 11

11 11 11 11 11

11 11 11 11 11

11 11 11 11 11

11 11 11 11 11

CAHIER DES POUVOIRS ET INSTRUCTIONS

*Donnés par l'Assemblée de l'Ordre de la
Noblesse des Bailliages de Chaumont &
Magny, en Vexin-Français, à M. le
Moyne de Bellisle, son Député aux Etats
généraux, M. le Comte de Cléry Serans,
son suppléant.*

L'ASSEMBLÉE des nobles des bailliages de
Chaumont & Magny, en Vexin-Français,
tenue, aux termes des lettres de convocation
données à Versailles le 24 janvier dernier,
pour conférer tant des remontrances, plaintes
& griefs, que des moyens & avis qu'elle
a à proposer en l'assemblée générale des états
de la nation, & pour élire, choisir & nom-
mer son représentant, donne, par le présent

acte , à la personne de leur ordre qui sera choisie par la voie du scrutin , ses pouvoirs généraux pour la représenter aux états , y proposer , remontrer , aviser & consentir tout ce qui peut concerner les besoins de l'état , la réforme des abus , l'établissement d'un ordre fixe dans toutes les parties du gouvernement , la prospérité du royaume , & le bonheur de tous les citoyens.

L'assemblée de la noblesse croit qu'il est de son premier devoir de charger son député de porter au roi , soit en corps , soit en particulier , l'expression de sa très - vive & très-respectueuse reconnoissance de la bonté que sa majesté a eue de convoquer les états généraux pour la régénération de la nation , & des vœux qu'elle forme pour la conservation des jours précieux d'un monarque & d'un chef qui lui a déclaré , avec tant de sensibilité , le desir qu'il a d'être son libérateur , son père & son ami.

L'intention de l'assemblée de la noblesse est que les délibérations aux états généraux soient prises par les trois ordres , & que les

suffrages y soient comptés par ordre & non par tête , conformément aux anciens usages , donnant mandement spécial & limitatif à son député de ne consentir à voter que sous cette forme de compter les voix par ordre , par le très-grand inconvénient qui pourroit résulter des suffrages pris par tête , bien plus faciles à acquérir que lorsqu'il faut se concilier la pluralité dans chaque ordre en particulier , soit en matiere d'impôt , soit en matiere de législation ; & pour ne laisser aucun prétexte à l'ordre du tiers de demander les suffrages pris par tête dans les trois ordres réunis , l'assemblée de la noblesse desdits bailliages autorise son député à consentir à la renonciation des exemptions pécuniaires , & à des impôts distinctifs des deux premiers ordres , pourvu néanmoins que l'ordre du clergé y donne également son consentement , se réservant toutefois toutes les prérogatives , & autres privileges & distinctions qui lui sont propres , & dans toute leur intégrité , suppliant sa majesté de vouloir bien prendre en considération le sacrifice qu'elle fait de

ses droits utiles , en lui accordant par dédommagement les graces & les faveurs de préférence dont elle est susceptible.

Elle recommande à son député de se conduire sans cesse par les trois maximes suivantes, qui doivent rester fondamentales dans la constitution.

Que la France est une monarchie héréditaire de mâles en mâles dans la race régnante, suivant l'ordre de primogéniture entre ses différentes branches.

Que le roi étant le chef de la nation , & la souveraineté résidant dans sa personne seule, pour l'exécution des loix , son autorité ne peut être trop absolue. Que , d'un autre côté , la nation française est franche & libre sous son roi , l'autorité souveraine ne pouvant s'exercer , en matiere d'impôts ou de législation , que par le consentement de la nation , lorsque la proposition en est faite par son souverain , ou par la sanction du roi , lorsque la nation lui en fait la demande.

Que chaque citoyen français est person-

nellement libre & franc sous la protection du roi & la sauve-garde des loix, en sorte que toute atteinte portée, soit à la liberté individuelle, soit à la propriété, autrement que par l'application des loix & par l'intervention des tribunaux ordinaires, est illicite & inconstitutionnelle.

Conformément à ces maximes, l'assemblée autorise son député à demander :

1°. Que le retour périodique des états généraux devienne le régime permanent de la constitution du royaume. Que la convocation des états généraux ait également lieu à chaque changement de regne, afin d'établir une relation nécessaire entre le nouveau monarque, s'il est majeur, & le régent du royaume, dans le cas de minorité.

Que l'intervalle de leurs assemblées successives soit fixé au plus tard à cinq ans, & qu'elles soient rapprochées, si les états le jugent nécessaire, à la fin de chaque terme.

2°. Qu'il soit statué que dans chacune de ces assemblées, il sera traité de toutes les

matieres relatives à la quotité, à la nature & à la perception des subsides, à la législation & à l'administration générale du royaume, & qu'à l'avenir aucune loi essentielle, aucun emprunt ni aucune levée de deniers ne puissent avoir lieu que par le concours de l'autorité du roi, & du consentement libre de la nation, pris dans l'assemblée des états généraux.

3°. Que le pouvoir judiciaire soit maintenu dans toute l'étendue de l'autorité qui lui est propre. Qu'aucune évocation illégale, aucun établissement de commissions extraordinaires, aucun arrêt de surseance, ni aucun acte du pouvoir absolu, ne puissent suspendre ni détourner le cours de la justice réglée. Que les lettres de cachet, pour se saisir de la personne d'un citoyen, ne pourront avoir lieu que dans le cas urgent & nécessaire où l'on craindrait qu'il n'échappât à la rigueur des loix; mais qu'alors l'accusé ne pourroit être détenu que dans les prisons de ses juges ordinaires, auxquels on dénoncerait le délit dans les vingt-quatre heures,

pour être jugé par son tribunal compétent. Que l'usage des lettres de cachet , pour éloigner un citoyen de son domicile , sera aboli , son bannissement ne devant être prononcé que par ses juges naturels , & que les agens & porteurs d'ordre , & même les ministres du roi qui les auront expédiées , seront poursuivis par les tribunaux , arrêtés & punis suivant la rigueur des ordonnances. Qu'il soit pourvu efficacement à la réforme des abus relatifs à l'exercice de la justice civile & criminelle , & qu'il soit établi une ligne de démarcation certaine , qui prévienne la confusion des objets d'administration & de ceux de la juridiction.

4°. Que , du sein des états généraux , il sorte une constitution d'états particuliers en chaque province , dont l'établissement ou le rétablissement sera fait par le roi , & sur l'organisation qu'ils lui présenteront , sanctionnée par le souverain pour veiller à l'exécution de ses arrêtés , & qui seront chargés de tous les détails de l'administration intérieure en chaque territoire. Et comme les

bailliages de Chaumont & Magny ont fait de tout temps partie de la généralité de Rouen, & sont soumis au ressort de la cour des aides de Normandie, quoique du ressort du parlement de Paris & de la coutume de Senlis, le député fera tous ses efforts pour que ces bailliages & son élection continuent d'être de cette généralité, & en conséquence joints avec les états de la province de Normandie, dont ses députés doivent demander le rétablissement ; & pour y parvenir, son député se joindra à eux pour obtenir que son élection y soit réunie avec la même organisation qui sera fixée pour cette province.

5°. Le vœu de l'assemblée est que l'on obtienne une caisse nationale, dont la garde sera confiée à trois commissaires des états généraux & à un commissaire du roi, sous quatre serrures & quatre clefs différentes, dont le commissaire du roi aura une, & les trois autres seront remises aux trois autres commissaires, en sorte qu'elle ne puisse être ouverte qu'en présence des quatre. L'on y

verfera tous les revenus de l'état ; on arrêtera ce qu'il conviendra de délivrer aux départemens de la guerre , de la marine , des affaires étrangères , de la maison du roi , du département de Paris , & autres caiffes d'administration , après l'examen fait des retranchemens qu'une fage économie pourra conseiller dans toutes ces parties , & le furplus employé à l'acquittement de toutes les charges fixes de l'état & aux dettes exigibles , fuivant les états arrêtés dans les états généraux. Ces charges , de quelque maniere qu'elles existent actuellement , feront regardées comme nationales & garanties par la nation , & le furplus employé à l'acquittement des dettes exigibles , rentes perpétuelles & viagères.

Dans le cas où on ne pourroit pas parvenir à une caiffe nationale fous la main du roi & de la nation , l'afsemblée recommande à fon député qu'il foit au moins décidé que l'on ne portera au tréfor royal que le montant des fommef néceffaires pour les objets de dépense arrêtés par les états généraux , pour les différens départemens ,

& que l'acquittement des sommes exigibles & des dettes, charges & rentes, tant perpétuelles que viagères, soit réparti aux états provinciaux, en proportion de leur force, pour le paiement en être fait par eux aux parties pressantes, sur le produit de leur caisse particulière, qui contiendra le surplus de tous les revenus de l'état qui ne seront point entrés au trésor royal, & pour satisfaire au paiement des dettes exigibles qui leur seront assignées. L'assemblée estime que le domaine du roi, à l'exception des corps des forêts, pourroit être aliéné en deniers comptans, dans la forme la plus avantageuse possible, & les deniers versés dans les caisses des différens états provinciaux, pour subvenir à la partie desdites dettes exigibles; ce qui est de justice, puisque la nation s'en rend garante; ce qui opérera plus d'économie, en ce que l'on évitera le port de ces sommes au trésor royal, & que l'argent restera dans la province. Et dans le cas où le produit des ventes du domaine assignées à une province, en excéderoit la charge,

le surplus seroit versé dans la caisse de la province où ces aliénations ne seroient pas suffisantes pour payer les assignations de ce genre, qui seroient désignées aux états généraux à leur première séance.

L'arrêté de ces cinq points principaux est spécialement recommandé à son député, comme faisant la base essentielle de la constitution française. Elle ne lui donne le pouvoir de voter sur l'impôt que l'on sera obligé de mettre, pour faire cadrer la recette avec la dépense, qu'après que ces cinq articles auront été délibérés, arrêtés & sanctionnés; & ses pouvoirs sont limités à cet égard, non pas pour en faire adopter strictement les termes, mais l'esprit & le sens, dans les états généraux.

L'assemblée ne trace les articles suivans que pour servir d'instruction à son député, & ne les regarde que comme secondaires, s'en rapportant au vœu de l'assemblée générale, pour les augmenter ou pour les modifier, ou n'en pas faire mention, suivant les circonstances.

16. De proposer , lorsque l'on s'occupera des subsides , que tous les impôts actuellement existans , qui n'ont point été établis avec le consentement des précédens états généraux , soient anéantis & révoqués , pour être remplacés par de nouveaux impôts , ou du moins par une concession nouvelle , mais seulement provisionnelle de ceux que l'on jugera à propos de conserver , en sorte qu'il ne subsiste plus désormais aucun impôt qui n'ait son origine dans la concession libre des prochains états , & qui n'ait reçu cette limitation , qui sera incorporée à son établissement ; de n'être octroyé qu'à temps , & pour la durée seulement de l'intervalle à courir jusqu'au retour des états , dont l'époque sera fixée , après laquelle ils cesseront tous de plein droit , si les états généraux n'étoient pas rassemblés pour les renouveler.

La confirmation seulement provisoire est d'autant plus nécessaire , que , dans les circonstances présentes , les impôts qui sont sur les consommations , ainsi que les droits de centieme denier , contrôle , & qui font partie
du

du bail de la ferme générale & des traités de la régie des domaines & des aides , exigent un grand examen pour en faire la conversion ; que quand on s'occupera de ce grand objet , il sera prudent de communiquer les différens plans aux états provinciaux , pour avoir leurs avis préliminaires & leurs observations ; que les détails de cette opération ne peuvent être considérés dans l'assemblée prochaine des états généraux ; que d'ailleurs il est convenable que les engagemens pris par le roi avec la ferme générale & les deux régies générales , soient exécutés jusqu'à la fin de leurs traités , qui expirent au 31 décembre 1792 , & qu'il faut bien cet espace de temps pour travailler à l'établissement ou la conversion de ces différens objets , en d'autres impôts que l'on trouvera moins onéreux. L'assemblée croit donc que , dans cette première tenue , on doit principalement s'attacher à faire arrêter & sanctionner les cinq points constitutionnels mentionnés ci-dessus , d'y faire constater un état de la dépense & de la recette actuelle , & de remplir le déficit par un nouvel impôt ,

s'il est indispensable , sauf à s'occuper dans les tenues successives du changement des anciens impôts , à l'exception de ceux de la taille , de ses accessoires , de la capitation & des vingtièmes , dont la conversion exige un examen moins long & moins compliqué , & dont l'opération peut être consommée dès la prochaine assemblée.

Le député de la noblesse desdits bailliages proposera aussi aux états généraux , que le régime des subsides , borné au taux des charges ordinaires , soit divisé en subsides à temps , & en subsides qui ne puissent être prorogés ni augmentés que par une assemblée d'états généraux ; & l'assemblée devant prévoir le besoin inopiné d'une guerre qui surviendrait dans l'intervalle d'une tenue d'états à l'autre , croyant qu'il est indispensable d'y pourvoir par le moyen le plus simple & le plus expéditif , il proposera que , dans le cas d'une guerre défensive seulement , le roi puisse faire un emprunt de quatre-vingt millions , & mettre un impôt déterminé , qui seroit d'un sol ou de deux sols pour livre d'augmentation

seulement, sur tous les impôts consentis qui existeroient à cette époque, & qui deviendroient le gage de cet emprunt, tant en capital qu'intérêt, & qui auroit lieu provisoirement jusqu'au remboursement desdits capitaux ; lequel emprunt le roi pourroit faire, sans attendre le résultat de l'assemblée des états généraux, qui sera néanmoins convoquée immédiatement après les premières hostilités, & pour subvenir aux frais de la première campagne seulement : mais si c'étoit une guerre offensive, cet impôt & emprunt ne pourroient avoir lieu qu'après avoir été consentis par les états généraux, attendu que toute guerre offensive donne un temps compétent pour délibérer, & suffisant pour en convoquer l'assemblée. Cet impôt seroit connu sous le nom de crue de guerre, & cesseroit immédiatement après la cessation des hostilités, & que les capitaux de l'emprunt auroient été éteints.

L'assemblée desire que son député demande que la liberté de la presse soit autorisée, avec les modifications nécessaires pour garantir

l'ordre public & l'honneur des particuliers.

Elle desire aussi que la vérification des besoins de l'état & de la dette publique soit faite par l'examen détaillé de chaque espèce de besoin & de dette , afin de connoître sur chaque objet la source des abus , & d'y appliquer le remède en même temps que le secours.

L'assemblée charge son député d'observer comme une chose équitable , aux états généraux , qu'il soit ordonné que la retenue annuelle sur les rentes publiques & particulières , tant perpétuelles que viagères , soit faite jusqu'à concurrence des impôts qui seront mis sur les biens-fonds , & d'aviser aux moyens de faire contribuer les capitalistes aux charges de l'état. Il insistera aussi sur ce qu'il soit ordonné que les ministres de chaque département soient responsables des fonds qui auront été ordonnés & fixés pour chaque département ; lui recommandant , en outre , de supplier sa majesté de prendre en considération l'état des negres , venir au secours de la noblesse indigente , n'accorder des lettres

de noblesse que pour des actions signalées, maintenir les justices seigneuriales dans tous leurs droits, & ordonner que, dans le cas de suppression de la taille, & de sa conversion en un autre impôt, les fermiers soient obligés de tenir compte à leurs propriétaires de l'impôt auquel ils seroient assujettis, jusqu'à concurrence de la somme qu'ils paient actuellement.

Au surplus, l'assemblée déclare que, sur les objets secondaires exprimés à la suite des cinq articles constitutionnels, & tous les autres détails qui peuvent être proposés & discutés aux états généraux, tant pour l'intérêt de la nation en corps que pour le bonheur personnel de ses membres, elle s'en rapporte à ce que son député estimera en son ame & conscience devoir être statué & décidé pour le plus grand bien, n'entendant pas les lui proposer comme un plan fixe auquel il soit tenu de s'arrêter, mais comme de simples instructions.

Fait à Chaumont , ce dix-neuf mars mil sept cent quatre-vingt-neuf. Et ont signé ; le prince de Leva , le marquis de Mornay , le Moyne de Bellisle , & le marquis de Boury , commissaires ; le marquis de Boury , grand bailli d'épée ; Michel d'Anserville , secrétaire de l'ordre.

N O M S

DES VOTANS DE LA NOBLESSE,

A l'Assemblée des Bailliages de Chaumont & Magny en Vexin-Français, au nombre de soixante-trois, avec les procurations.

M. le marquis de Guiry , grand bailli.

M E S S I E U R S :

Seguier.

Michel de Gouffainville.

D'Aurillac.

Le Vaillant de Marauchamps.

Michel d'Anserville.

Le M^{qis} de Mornay.

La Vacquerie.

D'Aubourg.

Le préfid. le Mairat.

D'Haucourt pere.

De Bellisle.

D'Haucourt fils.

De Monthiers.

Vaillant.

Des Courtils.

Caqueray de Lorme.

Serans pere.

Le prince de Léon.

Serans fils.

Le chevalier d'Orai-
son.

Clery.

Dupille pere.

Broffart.

Dupille fils.

Boury.

P. Souplet.

Girangy.

Fontaine Martel.

618